

LA PRESSE EN REVUE...



MERCREDI 22 OCTOBRE 2014

SOMMAIRE

- 1) Un de plus
- 2) A quand le bain pour lui
- 3) CICE...
- 4) Il ne le loupe pas !
- 5) Bien parti
- 6) Ils ont tenu parole
- 7) Le déni de réalité...



Gérard Diez La Presse en Revue

I) Le campement de Roms de Bobigny démantelé, plusieurs familles à la rue



Le campement des Coquetiers, à Bobigny, lors de l'expulsion, le 21 octobre. (Photo Lionel Charrier. Myop)

Environ 200 personnes habitaient ce bidonville. Une petite moitié seulement s'est vue proposer des solutions de relogement.

L'expulsion du campement des Coquetiers à Bobigny (Seine-Saint-Denis), où habitait environ 200 Roms, s'est déroulée dans le calme ce mardi après-midi. Depuis l'aube, les familles attendaient cette opération annoncée la veille par la préfecture de Seine-Saint-Denis. Une large partie des occupants avaient même commencé à vider leurs cabanes et caravanes, transportant leurs effets personnels dans des Caddie. Une petite moitié des familles (soit une trentaine) vont bénéficier de solutions de relogement. Les autres se retrouvent à la rue. «Elles sont libres de circuler dans toute l'Europe», a martelé Philippe Galli, le préfet de Seine-Saint-Denis. En début de soirée, une cinquantaine de Roms, dont une vingtaine d'enfants, se trouvaient place de la République, à Paris, espérant obtenir un hébergement d'urgence. Ils ont finalement convergé vers l'hôpital Saint-Louis, où ils espéraient pouvoir passer la nuit au chaud et au sec.

Le bidonville des Coquetiers, l'un des plus anciens du département, est devenu emblématique des tensions entre les pouvoirs publics et les associations de défense des populations roms. Son existence a fait irruption dans le débat à la suite d'un événement dramatique, la mort de la petite Melisa, 7 ans, dans l'incendie du bidonville en février.

Des diagnostics sociaux bâclés ?

Quelques semaines plus tard, lors de la campagne municipale, le candidat UDI, Stéphane de Paoli, promet, s'il est élu, de fermer un site qu'il juge insalubre et dangereux. Installé dans le fauteuil de maire en lieu et place du Parti communiste (au pouvoir depuis 1944), il s'empresse de passer aux actes. Il engage une procédure accélérée pour faire reconnaître le caractère illicite de l'occupation des terrains municipaux, et obtenir une évacuation dans les plus brefs délais. Malgré un rejet du tribunal, la municipalité prend un arrêté d'expulsion mi-août. Les associations locales tentent de contester cet arrêté via des référés, mais sont déboutées.

Pour Didier Leschi, le préfet délégué pour l'égalité des chances auprès du préfet de Seine-Saint-Denis, tout a été fait dans les règles. Le diagnostic social préalable à toute expulsion, rendu obligatoire par la circulaire du 26 août

2012, a été réalisé à deux reprises, en février et en août, par le Groupement d'intérêt public habitat et interventions sociales (GIP HIS). Il explique que la grosse «trentaine de familles» repérées à cette époque seront toutes prises en charge. Une dizaine de familles disposant de «revenus stables» ou de «CDI» ont ainsi obtenu un logement social dans le département, selon les autorités. Moins selon les associations, qui regrettent que les diagnostics sociaux aient été faits à la légère. N'ayant pas été prévenus, de nombreux habitants n'étaient pas présents lors de la venue du GIP HIS.

liberation.fr-Sylvain MOUILLARD

LAPRESSEENREVUE.EU

II) Patrick Balkany mis en examen pour fraude fiscale et corruption



Par Le Nouvel Observateur

Le maire UMP de Levallois-Perret est poursuivi pour "blanchiment de fraude fiscale", "corruption" et "blanchiment de corruption" pour son rôle dans l'organisation d'un système d'évasion fiscale.



Patrick Balkany pourrait être mis en examen pour "blanchiment de fraude fiscale", "corruption" et "blanchiment de corruption", selon "Le Monde". (AFP PHOTO / ERIC FEFERBERG)

Le député et maire UMP de Levallois-Perret, Patrick Balkany, a été mis en examen mardi 21 octobre pour "blanchiment de fraude fiscale", "corruption" et "blanchiment de corruption" pour son rôle dans l'organisation d'un système d'évasion fiscale. L'élu UMP avait été convoqué au pôle financier en vue de sa triple mise en examen, révélait "Le Monde".

Les juges d'instruction Renaud Van Ruymbeke et Patricia Simon disposent de documents précis pointant la responsabilité de ce très proche de Nicolas Sarkozy dans l'organisation d'un système d'évasion fiscale, poursuit le quotidien.

Le journal a en effet eu accès à trois notes, datées des 2 mai, 9 juillet et 27 septembre, émanant de Tracfin, l'organisme anti-blanchiment de Bercy. Elles évoquent un "schéma sophistiqué de fraude" et détaillent le système de sociétés écrans et comptes offshore derrière lesquels se cacheraient Patrick Balkany et son épouse Isabelle.

Le cabinet d'avocats "Claude et Sarkozy", dans lequel est associé l'ex-chef de l'Etat, pourrait, selon "Le Monde", avoir prêté son concours juridique à ce montage illégal.

"On a arrondi à 5 millions de dollars"

Les magistrats détiennent également plusieurs témoignages, dont celui de l'industriel George

Forrest, révélant les pratiques suspectes de Patrick Balkany en Afrique, durant la période 2007-2012 :

"En septembre 2008, il m'a appelé en me disant qu'il avait une affaire intéressante à m'apporter. Comme il voyait que je voulais investir dans l'uranium, il nous a apporté une affaire Forsys Metals corporation en Namibie. Monsieur Balkany a obtenu de ce gouvernement qu'il ne s'oppose pas à la transaction. J'ai racheté Forsys pour 500 millions de dollars. Comme Monsieur Balkany m'avait apporté l'affaire et que tout commissionnaire reçoit une commission, j'ai négocié avec Monsieur Balkany à 1 %. On a arrondi à 5 millions de dollars."

L'industriel explique ensuite avoir effectué deux virements, les 22 et 29 juin 2009, sur un compte numéroté ouvert par la société Himola à la Commerzbank Bank de Singapour - fermé puis remplacé par un autre compte, à la Standard Chartered Bank, toujours à Singapour, en 2010.

Ce témoignage est essentiel pour les magistrats, assure "Le Monde". Il relie en effet directement le couple Balkany au compte de Singapour. Or, jusqu'à présent, ils n'avaient qu'un seul nom comme ayant droit de la société Himola Company Corp : le bras droit de Patrick Balkany à Levallois-Perret, Jean-Pierre Aubry, également mis en examen dans ce dossier.

Les Balkany ne payent pas l'ISF

Problème : le fisc français n'entend pas parler de ces 5 millions de dollars. Le député UMP n'est pas assujéti à l'impôt sur la fortune, il ne déclare "que" 87.175 euros de revenus en 2012 et ce, alors qu'il rémunère des employés à domicile pour... 127.000 euros, rappelle "Le Monde". Sa femme, parvient même à se faire rembourser 6.000 euros du fisc en 2012, tout en bénéficiant d'une demi-part supplémentaire, au titre de sa qualité de personne isolée (officiellement, les Balkany vivent séparés).

Or, Tracfin met en avant "une communauté de vie sinon d'intérêts avec Monsieur Balkany". "Les seuls revenus officiels de Monsieur et Madame Balkany ne sauraient justifier la détention d'un tel patrimoine", juge également Tracfin. Le "schéma de fraude n'aurait d'autre justification que de dissimuler l'origine ou le bénéficiaire effectif des biens et revenus".

L'enquête judiciaire pourrait aussi gêner Nicolas

Sarkozy. "Les activités africaines de Patrick Balkany ont notamment prospéré entre 2007 et 2012, du fait de sa grande proximité avec celui qui était alors président de la République", assure "Le Monde". "A la grande colère des diplomates français. Y compris les membres de la cellule diplomatique de l'Élysée."

"Pas régulièrement déclarée"

Dans le cadre de cette information judiciaire, les juges Renaud Van Ruymbeke et Patricia Simon avaient mis en examen fin mai Isabelle Balkany et Jean-Pierre Aubry pour blanchiment de fraude fiscale. L'épouse et première adjointe du maire de Levallois-Perret s'était également vu imposer une caution d'un million d'euros, qu'elle a contestée sans succès devant la cour d'appel avant de la payer.

Dans le volet fiscal, les juges enquêtent sur les véritables propriétaires de deux villas où réside régulièrement le couple Balkany et d'éventuelles dissimulations au fisc.

Concernant l'une de ses deux villas, à Saint-Martin aux Antilles, Isabelle Balkany a admis devant les enquêteurs qu'elle en était propriétaire depuis 1997 et qu'elle était "l'ultime ayant-droit de la société" propriétaire du bien. Son avocat a déclaré qu'elle avait été acquise avec des "fonds parfaitement licites" mais qu'elle n'avait "pas été régulièrement déclarée" et que l'"ISF n'a pas été réglé".

Les enquêteurs soupçonnent aussi le couple d'être le véritable propriétaire de l'autre villa, à Marrakech. Dans le cadre de l'enquête, le cabinet d'avocats dont Nicolas Sarkozy est un associé a été perquisitionné le 21 mai. Le couple Balkany est très proche de l'ancien chef de l'État.

R. F. - Le Nouvel Observateur

III) CICE : des milliards pour financer la casse sociale ?

Laurence Mauriaucourt



Cette carte non exhaustive des plans dits "sociaux" a été réalisée alors que l'État vient de distribuer 41 milliards d'euros aux entreprises au titre du "Crédit d'impôt compétitivité emploi".

Cet argent public ne va-t-il pas servir en priorité à financer des licenciements ? La question se pose. D'ailleurs, le pin's "1 million d'emplois", fièrement porté par le président du Medef cet automne a été fabriqué... en République Tchèque ! Créer un million d'emplois en France : c'était la promesse du Medef de Pierre Gattaz, à condition d'assouplir encore les règles du marché du travail, de supprimer des jours fériés ou encore d'abaisser le SMIC...

Pendant ce temps, le gouvernement ose stigmatiser les chômeurs. Il masque ainsi les conséquences des politiques libérales qu'il mène sur la hausse du chômage en France. Il facilite les licenciements y compris dans les entreprises qui réalisent des bénéfices, ne met en place aucun contrôle de l'utilisation des aides publiques au secteur privé, et applique l'austérité généralisée dans les services publics. Le monde de la finance, quant à lui, n'est pas inquieté.

humanite.fr

IV) Pour Manuel Valls, Gérard Filoche «ne mérite pas» de rester au PS après ses propos sur Margerie



Manuel Valls à l'Assemblée nationale, le 21 octobre 2014. - ERIC FEFERBERG / AFP

Les réactions se multiplient après la nouvelle sortie polémique de Gérard Filoche. Et cette fois, c'est le Premier ministre qui hausse le ton.

Alors que plusieurs députés PS ont réclamé la tête ce mardi du membre du bureau national du Parti socialiste, Manuel Valls a estimé que Gérard Filoche «ne mérite pas» de rester au PS. Ce mardi matin, il a évoqué un «suceur de sang», dans un message qu'il a retiré depuis, à propos du patron de Total Christophe de Margerie décédé dans un crash d'avion. Avant d'ajouter sur Twitter.



Gerard Filoche @gerardfiloche
De Margerie est mort. famille taittinger en deuil. Les grands feodaux sont touchés. Ils sont fragiles. Le successeur nous volera t il moins
6:05 AM - 21 Oct 2014

Interrogé par le député UMP Jean-Charles Taugourdeau (Maine-et-Loire) sur les propos tenus sur Twitter par Gérard Filoche, Manuel Valls a dénoncé «des propos insoutenables», sans citer directement l'intéressé. «Face à un homme, quel

qu'il soit, quel que soit son parcours, quels que soient les désaccords, qui meurt dans ces conditions tragiques -et nous avons une pensée pour son épouse, ses enfants, sa mère, ses proches, pour tous les salariés de Total qui sont particulièrement touchés- il n'y a qu'un seul mot, c'est la dignité», a souligné le Premier ministre lors de la séance de questions à l'Assemblée nationale.

Applaudissements de tous les bancs à l'exception du FG

«Et tous ceux qui se comportent, et tous ceux qui ont des mots qui ne sont pas des mots qu'on peut prononcer quand un homme disparaît, ne méritent pas d'être dans la formation politique qui est une grande formation républicaine et qui est la mienne», a lancé le Premier ministre, déclenchant les applaudissements de tous les bancs à l'exception de la plupart des députés Front de Gauche (FG).

Gérard Filoche, membre de l'aile gauche du PS, a rendu hommage «à l'humain» mais pas «au suceur de sang» mardi sur Twitter après le décès

accidentel du PDG de Total, Christophe de Margerie, provoquant de vives réactions jusqu'au PS et des demandes d'exclusion.

Gérard Filoche a posté sur le réseau social le message suivant (reproduit textuellement): «Margerie est mort. Famille taittinger en deuil. Les grands féodaux sont touchés. Ils sont fragiles. Le successeur nous volera-t-il moins ?» Avant d'ajouter dans un nouveau tweet: «Un hommage à l'humain? Oui! Au suceur de sang? Non».

20minutes.fr-

V) Pourquoi Bruno Le Maire est bien parti pour doubler Nicolas Sarkozy



Par Challenges.fr

Ses meetings affichent complets. Son slogan, "Bruno c'est le renouveau" fait recette, alors que la mise en scène du retour de Sarkozy ne porte pas ses fruits.



Bruno Le Maire (Montage Obs - Photo d'illustration : PATRICK KOVARIK/AFP)

Par Nicolas Domenach

"Ce n'est pas le 29 novembre, mais le 6 décembre que l'on saura...Je n'imagine pas être élu président de l'UMP au premier tour". Bruno le Maire plaisante, mais tout juste. L'impétrant ne craint rien, pas même Nicolas Sarkozy, même s'il sait que cette "élection se joue sur terrain adverse, avec des militants acquis à l'ancien président". Mais l'entrée en lice de ce champion chevronné qui devait tout balayer n'a pas fait plier ses principaux soutiens, ses meetings affichent toujours plein. Son slogan, sa marque "Bruno c'est le renouveau" fait recette, alors que le show sarkozyste de retour paraît en partie ringardisé.

"Si je dépasse 20%, nous confiait-il, alors c'est parti". Le dernier sondage (Odoxia-l'Express-France Inter) sur les sympathisants UMP le crédite de 26% des suffrages! Dans le staff "lemairiste" souffle un vent d'optimisme, presque de folie. Après avoir un instant craint le pire, voilà qu'il a réussi sa percée dans l'opinion. Chacun, auprès de lui se dit que "tout est possible..." Tout ? Oui tout, c'est à dire la magistrature suprême, l'Elysée dans la foulée de cette épreuve UMP fondatrice. "C'est en se confrontant qu'on grandit", lâche-t-il en se redressant lui qui n'est pas petit!

Le seul à incarner une nouvelle offre

Il martèle son credo: "les Français veulent renverser la table". L'ancien ministre de l'agriculture n'en doute pas un instant: "c'est une offre radicalement nouvelle qu'il faut leur offrir, car le système politique classique, y compris à droite est épuisé." Autrement dit, Alain Juppé, "qui est un ami" (évidemment), François Fillon, dont il ne dit pas "qu'il est un ami", et pour cause, et Nicolas Sarkozy dont il se refuse à dire du mal... tous ces leaders ne seront pas en situation d'incarner cette nouvelle offre.

Le premier parce qu'il a atteint la date de péremption, le second parce qu'il fuit toujours les combats au point d'en avoir perdu consistance, et le troisième parce qu'il en a trop mené et qu'il est incapable désormais de poursuivre autre chose que sa propre revanche. Les Français n'auront donc d'autre choix pour le renouveau que "Bruno" ou... Marine le Pen! Les autres jeunes Nathalie Kosciusko-Morizet, Xavier Bertrand, Laurent Wauquiez ont disparu pour avoir eux aussi fui ce combat ordalie !

Cela fait deux années maintenant que Le Maire a dressé ce constat de faillite de la droite, qui a volé d'échec en échecs sous Sarkozy, comme de la gauche qui descend de même aux enfers de l'impopularité sous Hollande. Deux années qu'il a mises à profit pour approfondir son diagnostic et ses remèdes: l'exigence populaire d'un renouvellement radical des pratiques, des idées et des hommes. Deux années de labeur intellectuel comme organisationnel et de labours en terre de France profonde. Il a engrangé de l'argent. Une escorte d'élus et de personnalités fidélisées, des militants dans tous les départements dévoués et convaincus jusqu'à porter sur leurs chemises ces tee-shirts flashys "avec BLM". C'est dire...

Il déteste le bling bling à la Sarkozy

Son mouvement, incontestablement, s'est structuré et développé autour de quelques idées force de droite et revendiquées comme telles : la responsabilité individuelle, la défense du mérite et du travail, le respect de la liberté, la fierté de la Nation. Et pas question de fusion confusion avec les centristes. Vive l'UMP rénovée ! Avec son micro au bout de la main, il se dresse telle la flèche de la nouvelle cathédrale partisane qu'il veut rebâtir sur ses fondations. Applaudissements nourris. Commentaires réjouis: "au moins il a la niaque...Lui, il sait ce qu'il veut... Il est solide... Et puis propre au moins. Ca change!" Peut-être trop propre...

Ses proches aimeraient bien parfois qu'il n'hésite pas à se lancer dans la bagarre, voire à donner quelques coups bas. "Il fait tellement premier de la classe, qu'on voudrait le décoiffer, le montrer batailleur et follement passionné comme il sait l'être". C'est vrai qu'il n'a pas le genre punk, ni voyou. Il déteste le bling bling à la Sarkozy. Le culte du veau d'or.

Celui-là n'aime pas rouler des mécaniques ni des mots. Il ne cède à aucune intimidation et déteste que les sarkozystes procèdent de la sorte avec ses soutiens, mais il n'ira pas menacer les maîtres chanteurs. Il ignore. Il méprise la basse politique, même s'il la connaît et se souvient parfaitement de ce que lui ont répété des dizaines, des centaines de fois Jacques Chirac et Dominique de Villepin "ce n'est pas la peine d'attaquer Sarkozy, il explosera tout seul". Non il faut le faire exploser, mais pas en tapant au dessous de la ceinture. En élevant le débat. Au moins, il y croit...

challenges.fr

VI) Budget 2015 : le volet recettes adopté, malgré l'abstention massive des frondeurs

Sébastien Lernoould



Les frondeurs ont réussi leur coup : envoyer un puissant coup de semonce vers leur cible, Manuel Valls. Les députés ont certes adopté ce mardi le volet recettes du projet de loi de finances 2015. Mais le score est serré : 266 votes pour, 245 contre et 56 abstention.

Avant la séance, les frondeurs, ces députés PS en guerre contre la politique économique du Premier ministre, revigorés par les prises de position de Martine Aubry, avaient promis de s'abstenir massivement.

Ils ont tenu parole : 39 élus socialistes n'ont pas donné leur voix au gouvernement. La raison ? En dépit de la suppression de la première tranche de l'impôt sur le revenu devant bénéficier à des ménages modestes et moyens, ils contestent fermement les 21 milliards d'euros d'économies, alors que la France connaît une croissance atone avec un risque de déflation.

«On savait que le vote ne serait pas facile, mais il y a une majorité et ce rapport de force sera celui qu'on retrouvera à tous les textes à dominante budgétaire», a minimisé Matignon après le scrutin.

Hamon et Filippetti avec les frondeurs

Plus que le nombre, ce sont les noms des nouveaux frondeurs qui claquent à l'oreille de Manuel Valls : parmi eux figurent désormais deux anciens ministres, Aurélie Filippetti, et Benoît Hamon, qui sont partis du gouvernement fin août. De leur côté, les écologistes confirment leur prise de distance avec Matignon : seuls deux d'entre eux ont voté pour.

Manuel Valls a bien fait de câliner la semaine dernière les radicaux de gauche, eux qui menaçaient de reprendre leur liberté si le gouvernement ne faisaient pas de concessions sur des sujets qui leur tiennent à coeur. Quatorze d'entre eux ont voté pour. Ils constituent la réserve de voix indispensable au gouvernement. Car sans eux, le texte serait passé d'un cheveu.

Détail du vote du Budget 2015
En nombre de voix
POUR CONTRE ABSTENTION NON-VOTANTS

246

Socialiste, républicain et citoyen

0

Union pour un mouvement populaire

0

Union des démocrates et indépendants

3

Ecologiste

14

Radical, républicain, démocrate et progressiste

2

Gauche démocrate et républicaine

1

Données | Source:Assemblée Nationale

Sans surprise, la droite a repoussé à l'unanimité le texte. Au Front de gauche, deux voix sont quand même allées dans la poche du gouvernement. C'est peu, mais vu l'état de sa majorité, Manuel Valls ne peut pas faire la fine bouche.

leparisien.fr

VII) Valls qui ne voit que les efforts budgétaires, Aubry que le contexte... deux postures, un même résultat : le déni de réalité

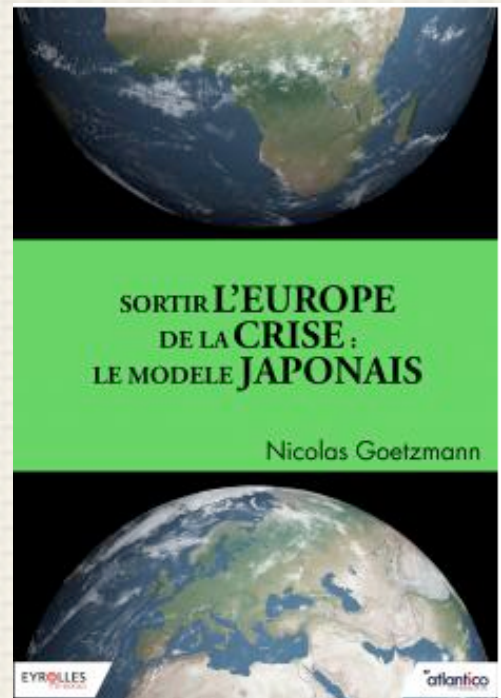
Martine Aubry, qui a critiqué dimanche 19 octobre la politique économique actuelle du gouvernement dans une interview au JDD, entre dans une logique d'affrontement avec Manuel Valls, qui, lui, ne jure que par des efforts budgétaires pas toujours visibles. Ils ont beau ne pas être d'accord, ils se trompent tous les deux.



Manuel Valls et Martine Aubry. Crédit Reuters

Nicolas Goetzmann -

Nicolas Goetzmann est responsable du pôle Economie pour Atlantico. Il est l'auteur chez Atlantico Editions de l'ouvrage :



Vincent Tournier

Vincent Tournier est maître de conférence de science politique à l'Institut d'études politiques de Grenoble.

Atlantico : En saturant l'espace politique et médiatique, Manuel Valls tente de donner l'impression de vouloir réformer le pays. En quoi peut-on dire que la méthode employée par le Premier ministre pour faire des réformes n'est pas la bonne ? Comment expliquer par exemple que Manuel Valls n'aborde pas la question centrale de la politique monétaire de la BCE lorsqu'il rencontre la chancelière Angela Merkel à l'occasion d'un déplacement en Allemagne ?

Nicolas Goetzmann : Manuel Valls risque de se transformer en un fossoyeur des idées libérales dans ce pays. Justement parce qu'il veut appliquer ces réformes de l'offre au seul moment depuis 80 ans où c'est une crise de la demande qui est à l'œuvre en France. Il est tout de même navrant de constater que les dirigeants politiques ont soutenu la demande par la dette tout au long d'une période qui nécessitait des réformes de l'offre, et que lorsque ces fameuses réformes de l'offre sont présentées, c'est précisément la demande qui fait défaut.

Ce qui donne une tournure un peu grotesque à l'appréciation politique du contexte macroéconomique général.

Pour obtenir des résultats sur le front des réformes de l'offre qui ont été présentées, il est impératif d'avoir un soutien important de la demande. L'offre est la carrosserie d'une voiture, la

demande en est le moteur. Pour vérifier si la carrosserie est plus aérodynamique, il est nécessaire de pousser le moteur, et ce moteur c'est la BCE, qui est l'institution qui contrôle directement le niveau de la demande en Europe. Le silence de Manuel Valls par rapport à cette question repose sur un trop grand respect des traités européens, et sans doute également sur l'incompréhension du contexte, qui semble être généralisée dans le gouvernement actuel.

Vincent Tournier : On peut en effet se demander si l'hyperactivité politique et médiatique n'est pas un signe de faiblesse, au moins sur le plan intérieur. En somme, il s'agit de compenser quelque chose. Or, il est clair que le gouvernement souffre d'un déficit criant de légitimité en France. D'abord parce que l'exécutif est toujours très impopulaire dans l'opinion, même si le président semble regagner quelques points ces dernières semaines, ce qui est d'ailleurs cohérent avec la nouvelle répartition des rôles entre le président et le Premier ministre (le président prend du recul, le premier ministre se met davantage en avant).

Ensuite, Manuel Valls manque considérablement de soutiens politiques. Il ne peut pas compter sur le soutien d'alliés comme les écologistes. Même face au Parti socialiste, où la tendance qu'il représente est ultra-minoritaire, sa position est difficile. On l'a bien vu récemment avec les critiques qu'a adressées le numéro 1 du PS, Jean-Christophe Cambadélis, au ministre de l'économie Emmanuel Macron sur les projets de réforme de l'assurance-chômage.

Enfin, l'exécutif se trouve face à une importante fronde parlementaire. Les tensions entre le gouvernement et le groupe socialiste se sont concrétisées lors du débat sur la modulation des allocations familiales en fonction du revenu : on a bien vu que cette mesure a été imposée par les députés puisque l'exécutif n'en voulait pas (François Hollande avait publiquement indiqué son opposition).

Bref, tout se passe comme si, du fait d'une situation difficile sur le plan intérieur, on allait tenter de trouver une légitimité politique à l'étranger.

Alors que la situation économique se dégrade en France et que notre pays reste champion au niveau des dépenses publiques, en quoi peut-on dire que les réformes menées par le gouvernement sont insuffisantes face à la situation économique ? Pourquoi celles qui

sont menées par le duo Hollande-Valls ne sont-elles pas de nature à faire face à l'urgence actuelle ?

Nicolas Goetzmann : Les réformes sont insuffisantes dans le sens où une partie de l'équation économique fait totalement défaut. Encore une fois, la demande est totalement ignorée alors que la crise que connaît la zone euro depuis est une crise de la demande, pure et simple. La demande est la somme de la croissance et de l'inflation, la croissance est proche de 0, l'inflation est également proche de 0, pour un total proche du néant. A partir de ce constat, le diagnostic devrait être simple et évident pour tous.

Mais non. Pour le gouvernement, ce serait une crise de l'offre. Ce qui, pour être clair, ne tient pas une seconde dans les faits. Si cela était une crise de l'offre, la France serait confrontée à une croissance proche de 0 et à une inflation de 3-4%. Si tel était le cas, les réformes proposées par le gouvernement pourraient avoir un effet, mais là, c'est sans espoir. Lorsque le médecin se trompe de diagnostic, le traitement administré ne peut pas être le bon.

Vincent Tournier : Comme je l'ai dit, on est face à une situation assez inédite : d'un côté, le gouvernement souffre d'un déficit massif de légitimité dans son propre pays, de l'autre il donne le sentiment d'aller chercher cette légitimité à l'extérieur, auprès des instances européennes ou de ses partenaires européens, notamment l'Allemagne. Il est tout de même assez étonnant de voir le Premier ministre de la France aller faire des déclarations tonitruantes à l'étranger. Prenez son récent discours à la City de Londres : certes, le premier ministre y dénonce le "French bashing", mais il fait en même temps cette déclaration étonnante : "J'ai une mauvaise nouvelle à vous donner ici à Londres, dans peu de temps les magasins seront aussi ouverts à Paris".

Que peuvent penser les militants et les parlementaires socialistes qui entendent cela ? Même pour les électeurs de base, il y a de quoi être mal à l'aise face à un Premier ministre qui semble ironiser sur les prétendus archaïsmes de la société française et qui tranche les débats nationaux depuis un pays étranger.

Pendant que Bruxelles menace de retoquer le budget 2015 de la France, Martine Aubry conteste pour sa part l'idée même de réforme structurelle dans une interview au JDD (voir

ici), souhaitant "en finir avec les vieilles recettes libérales". En quoi peut-on dire que Martine Aubry est, elle aussi, dans une situation de déni de la réalité, notamment sur la question des 35 heures et du travail du dimanche ? Martine Aubry n'est-elle pas aussi dans une posture qui sert ses intérêts politiques ?

Nicolas Goetzmann : La phrase en "finir avec les vieilles recettes libérales" est intéressante. Qui sont les références en matière de libéralisme économique aujourd'hui ? Les Anglais qui ont injecté 20% de leur PIB par la voie monétaire pour soutenir la demande ? Les Etats-Unis qui ont fait exactement la même chose ? Ou la France qui continue d'appliquer des préceptes libéraux en oubliant la partie principale du programme...la relance monétaire ?

Le discours de statut quo de Martine Aubry ne me semble pas plus réaliste que celui de Manuel Valls. Puisque là encore, la BCE est oubliée, le respect pour les traités européens est tel qu'il n'est pas envisageable de revenir sur ce qui aurait pu être mal fait à la base.

La problématique de Martine Aubry est donc que sa recette ne produira pas non plus les résultats escomptés. Si la relance est faite par la voie budgétaire, elle sera contrée par la voie monétaire qui est seule maître de la "demande" en Europe. Même si des dépenses d'infrastructure peuvent être bénéfiques, cela ne peut suffire à construire un plan de relance.

Vincent Tournier : De toute évidence, Martine Aubry est dans une stratégie de positionnement en vue de la prochaine élection présidentielle. La difficulté pour elle est de trouver le juste équilibre entre le soutien à la majorité et la volonté de s'en démarquer pour affirmer sa spécificité. Elle doit donc poser ses jalons dès à présent, prendre date pour l'avenir, faire passer le message qu'elle est différente au sein du camp socialiste. Pour cela, elle bénéficie d'un avantage : elle n'exerce pas de responsabilité gouvernementale. Même ses proches ont refusé de rejoindre l'équipe de Manuel Valls en septembre dernier. Elle est donc dans une position assez confortable pour prendre ses distances avec la ligne sociale-libérale. De plus, en raison de son passé de ministre du travail et de son rôle dans la mise en place des 35 heures, elle peut facilement incarner une gauche plus traditionnelle, disons sociale-démocrate, attachée à une certaine conception de l'Etat social et du travail. Elle a aussi l'avantage d'être bien placée

pour relancer une éventuelle alliance avec les écologistes, voire avec le Front de gauche.

Peut-on dire qu'elle est dans un déni de réalité ? Sur le plan tactique, certainement pas. Elle est au contraire dans une stratégie très classique qui consiste à conquérir le noyau dur de son électorat. Elle aura toujours le temps, par la suite, de chercher à élargir ses soutiens en allant vers les électeurs plus libéraux ou centristes. Chaque chose en son temps : on gauchise d'abord, on recentre ensuite. C'est exactement ce qu'avait fait Nicolas Sarkozy à droite en 2007.

Quelles sont finalement les conséquences pour la France et les Français de ces absences de réformes ou de ces demi-mesures réalisées par le gouvernement ? La stabilité politique ne pâtit-elle pas de ces choix ?

Nicolas Goetzmann : Les conséquences sont très simples. Lorsqu'un pays avance en deçà de ses capacités, il perd peu à peu de son potentiel. L'économie française se transforme peu à peu en machine à stagner. Les investissements se réduisent, les chômeurs perdent leurs qualifications au fil des mois etc. c'est un processus long qui pèse sur la structure du pays. Ce qui n'est au début qu'une crise conjoncturelle mute lentement en une crise structurelle dont il est bien plus difficile de sortir. C'est une des raisons pour lesquelles les Etats-Unis et le Royaume-Uni relancent la machine monétaire : pour que ces effets ne se matérialisent pas dans le long terme.

Mais le plus désespérant ici est que la sortie de crise ne semble toujours pas se dessiner. Aucun élément ne permet de voir une quelconque prise de conscience de la gravité de la crise, de ses causes, de sa nature, et de son remède. Alors que cela fait 6 ans que ça dure, et que de nombreux pays en sont sortis. L'idée d'aller voir ce qui peut marcher ailleurs n'a même pas l'air de venir à l'esprit de nos dirigeants.

atlantico.fr

LAPRESSEENREVUE.EU

A Suivre...
La Presse en Revue